

Thème de science politique

Chapitre 3 – Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Indications du programme :

- ☐ Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).
- ☐ Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques).
- ☐ Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).
- ☐ Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires.

Notions au programme : engagement politique (conventionnel et non conventionnel), paradoxe de l'action collective, incitations sélectives, rétributions symboliques, action collective, partis politiques, syndicats, groupements, associations, répertoires d'action collective, socialisation politique, structure des opportunités politiques, luttes minoritaires

Dans ce chapitre de science politique, nous allons nous intéresser à l'engagement politique, que l'on peut voir se manifester sous des formes diverses depuis plusieurs années (Gilets jaunes, développement des associations militantes...).

Définition :

L'engagement politique est l'implication durable d'un individu dans des actions défendant une cause politique. Cette implication peut être plus ou moins directe et continue.



Cet engagement fait l'objet d'un double discours dans le sens commun :

- d'une part celui déplorant le désengagement des citoyens, leur manque d'implication dans la vie politique (abstention) et militante (déclin des partis politiques)...
- d'autre part celui constatant la multiplication des actions revendicatives à travers les manifestations, pétitions et autres happenings qui font de notre pays une Nation éruptive, proche de l'implosion.



La tâche de ce cours et de la science politique est donc de relativiser chacun de ces deux discours, et de proposer un état des lieux et des grilles d'analyse des formes d'action collective et politique dans nos sociétés contemporaines.

Définition :

L'action collective représente l'Ensemble d'actions concertées d'un ou de plusieurs groupes d'individus en vue de faire triompher une cause partagée.

Axes directeurs du chapitre :

- l'enjeu des formes d'action collective et d'engagement politique qui se manifestent aujourd'hui : le comment (I.),
- l'enjeu des logiques qui poussent les individus à s'engager politiquement : le pourquoi (II.)

I. La diversification contemporaine de l'action collective :

A. La diversification des répertoires d'action collective :

Les citoyens disposent d'une palette large de formes d'action collective parmi lesquelles ils peuvent choisir celles qu'ils considèrent comme les plus efficaces, ou les plus légitimes à utiliser. Cette palette prend en science politique le nom de **répertoires d'action collective**. Cette notion a été introduite par **Charles Tilly** dans *La France conteste* (1986) où il détermine différents

modes de protestation politique qui se sont succédés dans l'histoire française et qui dépendaient de plusieurs

critères : la nature de la revendication, le degré de violence, le niveau géographique...



Dans le temps long, la France a connu selon Charles Tilly une évolution des répertoires d'action politique protestataire. Ce dernier va alors codifier les répertoires d'action politique selon différents critères. Aux XVII-XVIIIème siècles, le modèle « local-patronné », aux XIX-XXème siècles, modèle « national-autonome », de nos jours : modèle « transnational-solidariste » :

Ces transformations sont très lentes et ne s'excluent pas mais un répertoire domine les autres à chaque période.

Définition :

Un répertoire d'action collective représente le nombre limité de moyens d'action collective à la disposition des citoyens, selon l'époque et le contexte dans lesquels ils vivent.

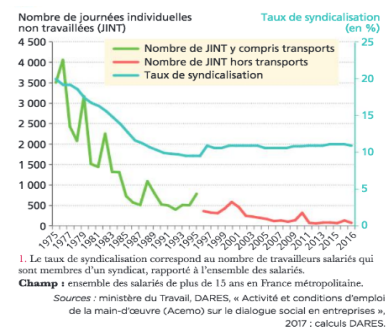
1. La mutation des répertoires d'action collective :

- La mutation des conflits du travail :

Si la France a la réputation d'être le pays des conflits du travail et des grèves, les **conflits du travail semblent être en net déclin** en France pour plusieurs raisons :

- **l'affaiblissement des syndicats** : la France a le taux de syndicalisation le plus faible du monde développé (8%), les plus syndiqués sont en fait les salariés qui disposent des meilleures conditions de travail (cadres, entreprises publiques, salariés âgés...). Les salariés ont par ailleurs développé une méfiance croissante vis-à-vis des syndicats, considérant que les élus syndicaux sont des privilégiés déconnectés des réalités du monde du travail,
- le **nombre de jours de grève est en déclin** important depuis les années 1970 : de 1975 à 2005, le nombre de jours de grèves a considérablement diminué, passant de plus de 3 millions à moins de 500 000. On observe depuis les années 1950 une **nette et continue chute du recours à la grève** (grève longue et massivement suivie à l'époque des « bastions ouvriers » que sont Billancourt –Renault-, les bassins miniers ou sidérurgiques) dans les modalités d'action des travailleurs.

Dans ce **document type bac**, nous pouvons étudier l'évolution du nombre de jours de grève exprimés en JINT (journée individuelles non travaillées). Ainsi en 1948, plus de 20 millions de jours de grèves avaient été enregistrées en France. Mais depuis les années 50, et ce malgré l'année exceptionnelle de 1968 (150 millions de journées de grève), le nombre de journées de grève est en forte diminution, en particulier dans le secteur privé passant largement sous la barre du million de journées de grèves. Les dernières années de forte mobilisation (1995, 2003) paraissent bien faibles. Ce déclin semble par ailleurs fortement corrélé à la baisse du taux de syndicalisation (part des salariés syndiqués), passant de plus de 25% dans les années 50 à moins de 8% de nos jours.



Désormais, la grève n'est plus prédominante, mais cela ne veut pas dire que les conflits du travail sont en déclin. **Elle est remplacée par de nouvelles formes de conflit du travail** : des débrayages, pétitions, manifestations, refus d'heures supplémentaires... et quand il y a grève, elles sont souvent inférieures à 2 jours. Ce sont des mobilisations plus spontanées, moins coûteuses en temps et en salaire perdu, et moins encadrées par des organisation syndicales.

En effet, le chômage et la précarité croissants empêchent de se lancer dans des grèves longues (perte de salaire, peur de perte de son emploi). L'affaiblissement des syndicats pousse les salariés à mener des luttes plus directes, sans passer par leur intermédiaire (débrayage, pétitions...).

- L'apparition de nouvelles formes de mobilisation :

Les conflits sociaux font face à de nouveaux enjeux dans les formes de mobilisation que leurs acteurs doivent trouver.

Les actions collectives font plus souvent appel aux **médias** et à des personnalités. Le premier appel de l'abbé Pierre en 1954 à la radio (« *l'insurrection de la bonté* ») est la première action collective médiatique qui aura un impact sur la situation des mal-logés (mouvement de solidarité en France, aide de l'Etat et réalisation de 12 000 logements d'urgence).

L'écho médiatique peut donc parfois compenser un nombre insuffisant de militants (actions spectaculaires d'Act Up ou de Greenpeace). Ces **manifestations de papier** sont des mobilisations qui visent à être reprise par les médias sous forme de compte-rendu ou de reportages qui vont lui donner une visibilité plus importante. C'est donc la médiatisation qui fait la mobilisation et son possible succès.

La multiplication des causes à défendre et des mobilisations pousse les médias à les sélectionner. En conséquence, la tendance naturelle des mobilisations est donc de créer des mobilisations de plus en plus **originales, choquantes** pour s'assurer d'être relayé, comme les flashmob : c'est le cas de groupes d'activistes célèbres comme les FEMEN (manifestations seins nus), Greenpeace (intrusion dans les centrales nucléaires), Act Up (association de défense des malades du Sida).

Bande-annonce du film « 120 battements par minute » :
<https://www.youtube.com/watch?v=C5wiP5YULYQ>



2. L'évolution qui touche l'engagement politique :

• L'affaiblissement de l'engagement conventionnel :



Définition :

Les premières formes d'engagement dont disposent les citoyens sont appelées **conventionnelles** du fait qu'elles correspondent aux actions politiques traditionnelles et légitimes dans une démocratie représentative.

Exemples : voter, se présenter à une élection, militer dans un parti politique, assister à un meeting...

Depuis les années 1980, l'acte électoral et la participation politique conventionnelle dans son ensemble sont en déclin. En effet, le **taux d'abstention** (part des non votants parmi les électeurs inscrits sur les listes électorales) est en forte progression (près de 60% aux élections législatives de 2017), alors que le **taux d'adhésion** aux partis politiques lui en forte baisse.

Définition :

Les partis politiques sont des **organisations durables** qui cherchent à exercer le pouvoir politique par la participation aux élections.

L'opinion des Français n'a jamais été aussi faible vis-à-vis des partis politiques. Tous les partis voient leur cote de confiance diminuer fortement ces dernières années. Par ailleurs, alors que les partis d'opposition voient les opinions favorables traditionnellement augmenter en vue d'une alternance future, ce n'est pas le cas aujourd'hui.

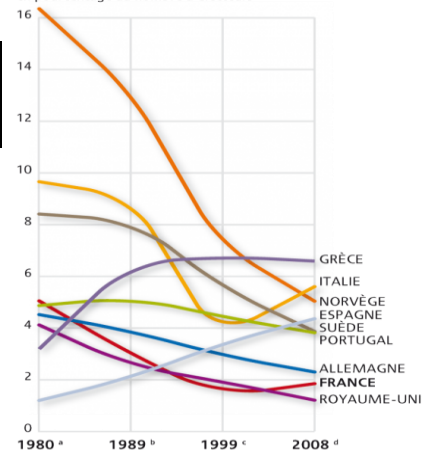
Il y a une **défiance des citoyens** vis-à-vis des organisations politiques traditionnelles pour plusieurs raisons :

- difficultés pour les partis au pouvoir de solutionner les problèmes économiques et sociaux (chômage, pauvreté, inégalités),
- multiplication des scandales politico-financiers (affaires Cahuzac, Benalla, De Rugy...),

Cette défiance vers les organisations politiques conventionnelles va pousser les citoyens à développer une participation politique non conventionnelle via d'autres organisations politiques.

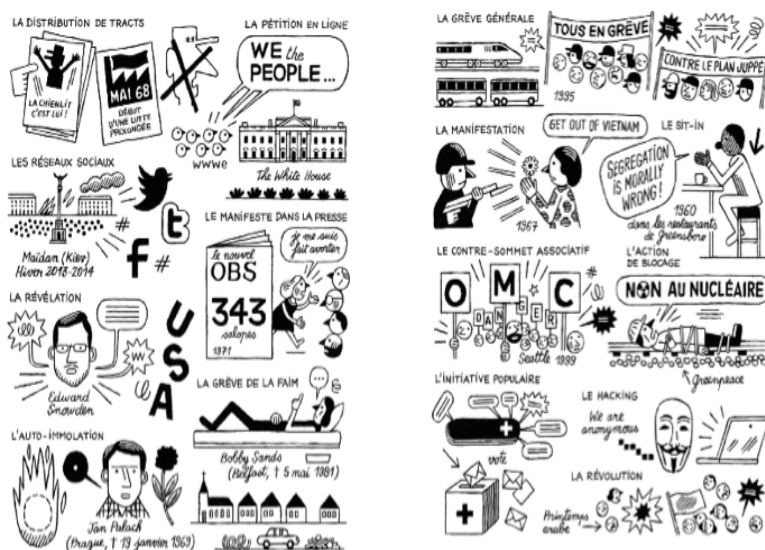
- sentiment d'un fossé croissant entre les conditions de vie / préoccupations du personnel politique et celles des citoyens...

Membres d'un parti politique
en pourcentage du nombre d'électeurs



a. 1978 pour la France
b. 1988 pour la France ; 1990 pour l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et la Norvège ;
1991 pour le Portugal
c. 1997 pour la Norvège ; 1999 pour l'Allemagne, la Belgique, la Finlande, la France ;
2000 pour l'Espagne et le Portugal
d. 2006 pour la Finlande ; 2007 pour l'Allemagne et l'Italie ; 2009 pour la France
Source : European Journal of Political Research, n° 51, Colchester (R.-U.), 2012.

• L'émergence de formes non conventionnelles d'engagement :



Comme l'a montré l'analyse historique de **Charles Tilly** dans l'introduction, des formes alternatives de participation politique, en particulier contestataires, ont toujours existé, et ce dès le Moyen Âge. Mais depuis les années 1960, elles se sont intensifiées et multipliées, retenant l'attention des politistes qui en ont fait un champ d'étude et leur ont apporté une légitimité scientifique sous le nom d'**engagement non conventionnel**.

Définition :

Les formes d'engagement non conventionnelles permettent d'affirmer des revendications politiques par d'autres moyens que le vote. Cette participation peut être légale (manifestations, pétitions...) ou illégale (occupations, actions violentes...).

Depuis les années 1980, la participation des citoyens à des formes d'action protestataire a augmenté, en particulier les **manifestations et les pétitions**. Aujourd'hui, la majorité de la population, en particulier les plus jeunes ont signé une pétition, ou ont participé à une manifestation. Que ce soit le mouvement des Gilets jaunes durant l'hiver 2018-2019 ou encore les Marches pour climat durant l'année 2019, la France et de nombreux pays développés sont le théâtre de mobilisations de masse qui viennent comme des substituts au vote classique, considéré comme inefficace.

Comment interpréter ces nouvelles formes de participation politique ? Elles correspondent à une demande des citoyens, lassés des formes conventionnelles qu'ils considèrent comme devenues inefficaces et moins légitimes qu'auparavant. Ils sont alors attirés par ces **nouveaux répertoires de l'action politique**.

Cet engagement non conventionnel peut être **plus ou moins fort** pour un individu :

Le militantisme dans une association revendicative : associations féministes, écologistes...,

La participation à des manifestations de rue,

La consommation engagée : associer à sa consommation de biens et de services des revendications éthiques ou politiques (boycott de produits non écologiques ou ne respectant pas les droits humains par exemple),

La simple signature d'une pétition qui n'engage pas d'investissement personnel important.



Ces formes non conventionnelles en plein essor traduisent un mouvement de fond des formes d'actions démocratiques, qui imprègnent également les formes traditionnelles :

- **L'anti-professionnalisation** : rejet des organisations représentatives traditionnelles (partis et syndicats) = développement de candidatures hors des partis politiques (D. Trump, E. Macron), actions autonomes organisées via les réseaux sociaux...,
- **L'individualisation de l'engagement** : revendications individuelles (identité sexuelle, régime alimentaire vegan, droits pour les minorités...), formes d'action individuelles (pétition, boycott...),
- **La médiatisation de l'action politique** : intégration des médias dans les stratégies de mobilisation (traditionnels, internet...), qu'elles soient conventionnelles ou non conventionnelles.



Les citoyens, en ce début du XXIème siècle, disposent donc d'un répertoire d'action politique large et varié, ce qui permet d'expliquer la profusion des mobilisations d'ordre politique dans nos sociétés contemporaines. Si ce répertoire a évolué dans le long terme (analyse de Charles Tilly), c'est surtout aujourd'hui la **possibilité pour le citoyen d'adapter son action politique au contexte** politique, médiatique, économique qui est la variable la plus intéressante..

B. La diversification des objets et des acteurs :

1. de nouveaux objets (revendications) :

D'après R. Inglehart, depuis les années 1960, les valeurs de la société – de matérialistes (d'ordre économique et quantitatif, basées sur l'enrichissement et l'augmentation du niveau de vie) - **sont devenues postmatérialistes** (sociales, culturelles et qualitatives basées sur l'épanouissement personnel, la volonté de reconnaissance). C'est dû au fait que les revendications matérialistes ont été en grande partie comblées par la forte croissance des Trente Glorieuses - élévation du niveau de vie, et les progrès de l'éducation ont poussé les individus à rechercher une plus grande autonomie et qualité de vie.

En conséquence, les revendications des conflits sociaux vont en partie changer :

- **les conflits du travail traditionnels**, aux enjeux économiques et menés par la classe ouvrière (répartition des ressources économiques : augmentation des salaires...) vont décliner ou changer de revendications (temps de travail, conditions de travail...),
- **des conflits sociétaux vont émerger** avec des revendications culturelles ou sociales : mouvements écologistes, féministes, antiracistes... Ces revendications portent sur la demande de reconnaissances d'identités plurielles (étrangers, homosexuels, femmes...) et l'acquisition de nouveaux droits (intégration des immigrés, mariage et filiation homosexuel(le)s...).

Définition :

Les luttes minoritaires correspondent aux actions collectives menées par des minorités au sein de la société pour obtenir la reconnaissance de droits au nom de l'égalité.

Le mouvement social de **Mai 68** peut être considéré comme l'exemple le plus accompli de ces conflits sociétaux qui rompent avec la logique des conflits du travail traditionnels. Il naît en Mars des revendications de la jeunesse étudiante qui ont afflué dans les facultés du fait de la démocratisation scolaire et qui ne supportent plus les valeurs traditionnelles de leurs parents (autorité, travail, patrie, société de consommation...), les cours assurés par des enseignants hautains et élitistes, l'absence de mixité dans les cités universitaires, ...



2. De nouveaux acteurs :

• Les conflits du travail :



Les conflits du travail sont les premiers conflits sociaux à avoir fait l'objet d'une organisation rigoureuse dans le but d'atteindre ses objectifs, à l'opposé des émeutes par exemple. Cette organisation est le fait des syndicats.

Définition :

Les syndicats sont des organisations professionnelles chargées de la défense des intérêts des salariés.

S'ils sont facteurs de conflits, les syndicats ont aussi un rôle nécessaire :

- de **crystallisation des conflits** = ils suscitent et organisent les conflits en concentrant les revendications et les rassemblent au sein d'un mouvement unique, évitant ainsi la multiplication des conflits du travail. Ils ont une **expertise des conflits** (révélation des problèmes, formulation des revendications...),
- d'**encadrement du conflit** = ils fixent les conditions dans lesquelles les conflits se déroulent, permettant ainsi d'**éviter la violence** et aussi la résolution plus rapide du conflit (rôle de porte-parolat).

Les syndicats sont donc l'institution centrale des conflits du travail et leurs membres en sont les principaux acteurs : les hommes, ouvriers de l'industrie.

• Les conflits sociétaux :

Les mouvements protestataires contemporains, souvent les conflits sociétaux, sont organisés par de nouveaux acteurs, les groupements et les associations militantes.

Définition :

Les associations et groupements sont des organisations structurées et durables d'individus qui s'unissent de manière volontaire pour un objet commun.

Les groupements sont des associations temporaires d'individus le temps d'obtenir un résultat précis.

Ces derniers organisent des mobilisations éphémères, des actions éclairs pour atteindre leurs objectifs puis disparaissent (exemples-

types de mobilisation via internet et les réseaux sociaux).

Les associations organisent les mobilisations à l'aide de trois types d'acteurs :

- des victimes, animées par le sentiment d'une injustice sociale : il est difficile de mobiliser des victimes (honte de certains (malades du Sida...), exclusion sociale de certains (SDF, chômeurs...), mais les NMS, fonctionnant sous la forme d'une démocratie directe, ont permis la prise en compte de la parole des victimes.
- des militants : les mouvements sociétaux sont animés et organisés par de nouveaux professionnels de la mobilisation, qui prennent la place des syndicats. Ce sont les militants associatifs et politiques qui vont importer dans le conflit social leur expérience militante (organisation de la mobilisation),
- des personnes ressources (personnalités médiatiques, experts...) : elles permettent la légitimation du mouvement (experts) et la médiatisation du mouvement tout en étant des spécialistes du thème du conflit (avocats concernant le mariage pour tous).

Ce sont des **associations militantes** qui animent principalement ces conflits sociétaux, avec une organisation souple et reposant sur les principes de la **démocratie directe**.

Mais ce renouvellement des acteurs **se retrouve aussi dans les conflits du travail traditionnels** :

- coordinations réunissant syndicats et associations militantes,
- présence croissante des jeunes diplômés dans les conflits du travail (cf mobilisation contre la réforme du code du travail 2015) du fait de l'exposition croissante des jeunes salariés au chômage et aux emplois précaires.

Pour conclure, le sociologue et politiste Jacques Ion distingue deux grands modèles d'engagement qui se sont en partie succédés et qui coexistent de nos jours.

	Modèle du « militantisme affilié »	Modèle de l' « engagement distancié »
Profil du militant	Homme, âgé, issu des classes populaires	Femme, jeune, diplômé(e)
Rapport du militant à l'organisation	Adhésion à l'organisation, engagement durable	Engagement intermittent, critique, ponctuel
Type d'organisation	Structurée et hiérarchisée	Egalitaire et démocratique
Exemples	Syndicats, partis politiques	Associations militantes, groupements

II. Les logiques de l'engagement politique :

A. S'engager, une action rationnelle ?

Il nous faut d'abord répondre à une première question qui est moins naïve qu'elle en a l'air : pourquoi s'engage-t-on ? Est-ce bien sûr car nous avons tous des idéaux à défendre ?

Selon **Albert Hirschman**, face à une situation que l'on trouve intolérable, trois stratégies s'offrent à nous : *Exit, voice or loyalty* (défection, prise de parole ou loyauté). L'enjeu ici est de se demander pourquoi les individus privilégieraient la prise de parole, qui semble pourtant plus risquée et coûteuse en énergie que le fait de renoncer à s'engager (défection et loyauté).

1. Le paradoxe de l'action collective :

Le sociologue **Mancur Olson** a appliqué le raisonnement du paradigme du choix rationnel à l'action collective, basé sur le calcul coût/avantage. Il a alors formulé le « **paradoxe de l'action collective** » qui montre que les bénéfices d'une action collective étant un bien collectif (tout le monde bénéficiera par exemple de la hausse de salaire obtenue d'un grève, ou d'un nouveau droit obtenu pour une minorité), chaque acteur a individuellement intérêt à adopter un comportement de **passager clandestin**. D'après lui, ce paradoxe a d'autant de chances de survenir que le groupe est nombreux, que les liens d'interconnaissance entre ses membres sont faibles et qu'il est donc aisé pour ces derniers de se comporter en passager clandestin, soit de ne pas agir et tirer profit de l'action des autres.

L'action collective est donc paradoxale car elle aboutit à l'idée qu'il ne devrait pas y en avoir !



Définition :

Le paradoxe de l'action collective considère que le choix rationnel des individus devrait les pousser à ne pas engager d'action

collective, or cette dernière existe.

Cependant si l'action collective persiste, c'est qu'il existe des **incitations** à agir collectivement que les organisations mettent en œuvre pour s'assurer de l'action de leurs membres. La logique est **d'individualiser ces incitations** afin que d'un bien collectif, la mobilisation devienne un bien privé :

- incitations négatives pesant sur les passagers clandestins : les priver des bénéfices de l'action
- incitations positives en faveur des agissants : leur réserver des avantages.

Exemples : augmentation salariale réservée aux grévistes, positions éligibles aux élections pour les militants politiques assidus...

Définition :

Les incitations sélectives sont les avantages et désavantages apportés par une organisation pour pousser ses membres à s'engager.

Ces incitations peuvent être matérielles (monétaires, en nature) ou symboliques (titres, statuts...).

2. Les avantages de l'engagement politique :

Mais l'analyse de Mancur Olson est trop limitée, se focalisant sur les arguments rationnels. Or s'engager politiquement apporte également des avantages non rationnels, mais **sociaux et symboliques**.

L'engagement est facteur de **socialisation et de solidarité** au sein du groupe en lutte. Selon le sociologue **G. Simmel** le conflit remplit une fonction de cohésion sociale : Le conflit **renforce la solidarité interne du groupe en conflit** par le partage de valeurs ou d'actions communes pour s'organiser qui sont sources de lien social et qui vont leur donner aussi une visibilité ou une reconnaissance publique. Le conflit est donc producteur d'une identité collective, sociale, commune aux participants à un conflit social. Cette identité commune les relie et donc produit du **lien social**,



L'engagement apporte également selon le politiste Daniel Gaxie des **rétributions symboliques** sans que ces dernières soient cependant nécessairement perçues ou recherchées comme telles. L'engagement est ainsi valorisé dans nos sociétés (voter, « l'engagement citoyen sur Parcoursup ») et peut ainsi apporter une image de soi valorisante, de nouvelles relations ou des compétences potentiellement valorisables dans d'autres sphères. Cela peut être une image de soi positive (avoir défendu ses convictions, se sentir utile dans un groupe...), le prestige qui peut accompagner son action auprès de ses proches.



Définition :

Une rétribution symbolique est une récompense non matérielle qu'une personne reçoit ou bien s'attribue du fait d'une action qu'elle a menée et qui est jugée estimable.

B. Les conditions de l'engagement politique :

Nous allons ici nous interroger sur les conditions nécessaires pour s'engager. Cette pratique, comme toutes les pratiques sociales, est différenciée selon les groupes sociaux. Il nous faudra alors expliquer ces inégalités face à l'engagement.

1. Les variables sociodémographiques de l'engagement :

L'engagement est une pratique sociale discriminante. Tous les Français ne s'engagent pas dans les mêmes proportions. Nous pouvons relever **différentes variables explicatives** :

- **le sexe** : l'engagement a longtemps été le monopole des hommes, du fait de la division sexuelle des tâches entre les sexes, qui donnait aux hommes la primauté sur les enjeux publics et politiques quand la femme était cantonnée aux tâches domestiques et privées. Nous assistons cependant depuis les années 1980 à un fort rapprochement des pratiques, l'engagement féminin rattrapant le masculin, parallèlement à l'évolution des taux d'activité,
- **le niveau de diplôme (et le milieu social)** : l'engagement est largement plus pratiqué dans les classes populaires sociales les plus diplômées. Daniel Gaxie parle d'un « **cens caché** » pour qualifier l'abstention massive des et peu qualifiées

que l'on retrouve également dans leur faible adhésion aux

associations militantes. L'engagement se révèle finalement censitaire, non plus par l'argent, mais par le **sentiment d'incompétence politique** (absence de capital culturel et politique au sens de **Pierre Bourdieu**) - une partie de la population s'excluant de l'électorat et des militants par auto-censure, se sentant incompétent pour mener des actions politiques (organisation, prise de parole en public nécessitant des compétences militantes qui ne sont pas à la portée de tous).

- **l'âge** : les jeunes et les plus âgés sont les groupes sociaux qui s'engagent le moins dans les partis politiques et les associations militantes, il faut cependant ne pas les confondre. Les plus âgés sont frappés par un « effet d'âge » : le vieillissement mène à un repli sur les activités domestiques et sédentaires, excluant le militantisme. Les plus jeunes sont eux concernés par un « effet de génération » : les jeunes privilégient un militantisme différencié de celui des générations qui les ont précédées, le modèle de l'« engagement distancié » par rapport au « militantisme affilié » (cf p.5). Ils ne sont donc pas moins militants, mais il s'engagent différemment des générations précédentes, utilisant davantage les réseaux sociaux, la consommation engagée et refusant l'embrigadement dans une structure hiérarchisée.



2. Le rôle de la socialisation politique :

S'engager nécessite d'avoir connu un parcours de vie qui nous amène à savoir comment et pourquoi militer : acquérir des valeurs et des normes militantes (tracter, prendre la parole en public, rédiger des motions, mobiliser sur les réseaux sociaux... C'est le processus que l'on appelle la **socialisation politique**.

Définitions :

La **socialisation politique** correspond au processus de transmission des attitudes politiques aux individus leur permettant de se forger une identité politique.

La **socialisation politique primaire** (durant l'enfance, mise en œuvre principalement par la famille, transmet les valeurs et normes permettant l'intégration sociale) contribue à définir **les attitudes politiques** des individus par la transmissions de normes et valeurs politiques (attachement Gauche – Droite, intérêt/désintérêt...).

La socialisation primaire est mise en œuvre par deux canaux principaux :

- la famille et les parents peuvent mettre en œuvre une **socialisation politique explicite** : transmission de valeurs et de normes spécifiquement politiques (rôle positif ou négatif de l'impôt, rapport aux migrants...), partage d'actes politiques avec les enfants (le vote, le militantisme...),

- la famille et les parents mettent cependant forcément en œuvre une **socialisation politique implicite** : la socialisation générale des parents a des effets sur les attitudes politiques des enfants (les valeurs globales de solidarité, d'égalité, d'autorité des parents ont des implications politiques en terme de Gauche ou de Droite qui vont structurer les valeurs politiques des enfants). Egalement, les parents inconsciemment influencent les enfants par une **socialisation par imitation** (les enfants reproduisent les paroles et les actes des parents).



Mais la socialisation politique peut aussi avoir lieu en dehors du cercle familial, lors de la **socialisation politique secondaire** (dans un second temps, mise en œuvre par les autres instances de socialisation - les groupes de pairs, l'école, le travail, le conjoint, les médias...) qui contribue à définir **les comportements politiques** des individus, caractérisant leurs actes politiques de vote/abstention, participation conventionnelle/non conventionnelle, vote de Gauche – vote de Droite. Les études ou le lieu de travail, ainsi que le conjoint sont des vecteurs de transmission de valeurs et de normes militantes fortes : adhésion à un syndicat lors de son premier emploi, transmission par le conjoint d'une pratique militante familiale...

Ainsi le **caractère inégalitaire de l'engagement politique** étudié dans le 1. - selon le sexe, les pères privilégiant précédent trouve ses explications dans des socialisations politiques différenciées : leurs fils dans le partage de leurs



et actes politiques (aller à un meeting, tracter pour un parti...)

- selon l'âge, les générations anciennes ont été élevées dans la valeur du vote comme un devoir, les générations plus jeunes dans celle du vote comme un droit, aboutissant à une abstention électorale bien plus élevée.

3. Le rôle de la structure des opportunités politiques :

Enfin, l'engagement politique ne relève pas seulement de la volonté et de l'histoire personnelle des individus. Le contexte, le système politique et la structure sociale dans laquelle ils vivent a une influence forte sur leur capacité à pouvoir se mobiliser et voir réussir leur action. C'est le rôle de la structure des opportunités politiques.

Définition :

La structure des opportunités politiques correspond à l'environnement dans lequel se déroulent les actions collectives et qui vont en conditionner le déroulement et les débouchés.

Ainsi une même mobilisation qui se déroulera aux Etats-Unis ou en France, en 2016 ou en 2020, qui sera mise en œuvre par la jeunesse ou par les cadres n'aura pas les mêmes chances de se dérouler et d'aboutir à des victoires revendicatives. Par exemple, le mouvement des Gilets Jaunes à l'hiver 2018-2019, la mobilisation #Metoo en 2017-2018 ou enfin les manifestations des Black lives matter à l'été 2020 ont pu s'organiser et rencontrer leur succès, non seulement du fait de la volonté et de l'énergie de leurs militants, mais surtout du fait que le contexte leur était favorable. Ce dernier repose sur les quatre facteurs suivants.

